

que nous avons connue avec la crise des *subprimes*. La fenêtre politique qui s'était ouverte à l'automne 2008 s'est peu à peu fermée, et le matelas de secours d'argent public s'est quant à lui bien dégonflé.

Si nous reprenons la liste de déclarations des dirigeants des grands pays industrialisés lors des différents G8 ou G20 qui se sont succédés depuis 2008, on pourrait croire que le problème de la régulation bancaire est réglé. Malheureusement c'est loin d'être le cas. Le dernier G20 qui vient de s'achever ce week-end en Turquie avait la régulation bancaire à l'ordre du jour : les événements tragiques qui ont eu lieu la semaine dernière à Paris ont évidemment bouleversé celui-ci et cette réunion s'est ajoutée à la longue liste des occasions manquées de réformer le système.

Commençons par la situation aux États-Unis où tout a commencé : le 21 juillet dernier marquait les cinq ans de la fameuse loi Dodd-Frank de régulation financière, censée remettre au pas les banques dites « too big to fail » comme l'avait promis Obama lors de sa campagne électorale de 2008. Si cette loi a permis de faire progresser quelques aspects secondaires (dont une incitation financière aux lanceurs d'alertes qui toucheront un pourcentage des recettes du fisc résultant de leurs dénonciations), force est de constater que seulement les deux tiers de cette loi ont été promulgués.

Le puissant lobby bancaire, qui, rappelons-le, a aussi bien financé les candidats démocrates que républicains dans toutes les élections majeures aux États-Unis, a bien fait son travail. Les élus républicains ont ainsi proposé – associés à des démocrates – de réduire les garanties que doivent apporter les banques lorsqu'elles s'engagent dans des transactions de produits sophistiqués et risqués au sein d'un même groupe. Les procédures de liquidation en douceur des grandes banques, prévues par la loi, n'ont jamais été testées et suscitent le scepticisme. « Pouvez-vous honnêtement garantir qu'une banque comme JP-

Morgan pourrait être démantelée de manière ordonnée, comme elle le décrit dans ses plans, sans besoin de plan de sauvetage public ? », a ainsi récemment demandé Elizabeth Warren à la présidente de la Fed, Janet Yellen. Sans obtenir de réponse directe. Le contributeur au *New York Times* et prix Nobel d'économie Paul Krugman est le premier à rappeler que « Dodd-Frank est bien mieux que rien, mais elle est loin d'être tout ce dont nous avons besoin. »

Passons au Royaume-Uni, qui abrite tout de même le premier centre financier mondial. Martin Wheatley le régulateur en chef qui dirigeant la Financial Conduct Authority (FCA) – le gendarme de la City – a été mis à la porte cet été par le gouvernement conservateur de David Cameron. Un *timing* pas vraiment surprenant quand on sait qu'à débuté en octobre dernier le procès de la fraude au LIBOR qui a eu lieu de 2006 à 2010 et qui a déjà donné lieu à de lourdes amendes par la plupart des grands établissements de la City : Société générale, Barclays, UBS, Royal Bank of Scotland, JPMorgan, Citigroup... amendes d'un montant de huit milliards d'euros (!).

Martin Wheatley avait pris la mauvaise habitude de bien faire son travail et n'hésitait pas à imposer de lourdes amendes aux banquiers pris en faute. En 2014, il avait encore récidivé. La FCA et son équivalent américain la CFTC ont ainsi condamné à d'énormes amendes (2,5 milliards d'euros au total) cinq banques internationales accusées d'avoir manipulé le marché des changes, un nouveau coup de balai dans le grand ménage lancé depuis la crise financière. Sa religion sur les nouveaux produits inventés par les petits génies de la finance pour gagner de l'argent était claire : « Tirez d'abord et posez les questions après ! ». Il ne fallait pas être grand analyste pour comprendre que de telles prises de positions lui ont fait quelques ennemis. La City a fini par avoir sa peau.

le « Greenpeace de la Finance », qui a été fondé en 2011 par des parties et des organisations de la société civile emploie douze salariés et dispose d'un budget de deux millions d'euros, se retrouve face à 1 700 lobbyistes bancaires qui détiennent, eux, un budget d'au moins 120 millions d'euros, d'après l'estimation de Corporate Europe Observatory au printemps 2014.

Le nouveau commissaire en charge du dossier de la réforme bancaire, le Britannique Jonathan Hill, a refroidi les ardeurs de son prédécesseur Michel Barnier. Il a enterré le rapport proposant de placer les activités les plus dangereuses des banques dans des filiales à part. Il a également indiqué qu'il agirait avec prudence avant de forcer les banques à détenir plus de capital. C'est pourtant le mode de financement qui permet le mieux d'amortir les pertes sans faire payer les contribuables en cas de problème... Finance Watch fait le constat que la réglementation actuelle fait du microprudentiel en fixant des règles et des ratios au niveau d'une banque alors qu'il faudrait davantage de règles macroprudentielles pour mieux limiter les risques systémiques. Le nombre des grandes banques systémiques, des géants qui cumulent activité traditionnelle et activité de marchés, n'a cessé d'augmenter depuis 2008 ; elles sont désormais au nombre de trente au niveau mondial. Dans de telles conditions le lancement d'un projet de marché unique de capitaux, alors que l'Union bancaire européenne n'a pas été achevée, apparaît comme un chantier hautement risqué.

En attendant, c'est le contribuable qui est amené à payer la facture : des banques nationalisées à grand frais afin de protéger les intérêts de leurs grands actionnaires privés sont revendues à des prix bradés au secteur privé, comme la Royal Bank of Scotland au Royaume-Uni en 2015. Le sauvetage de RBS avait coûté 45 milliards de livres, sa reprivatisation entraînera probablement une perte d'environ quatorze milliards de livres. C'est aussi le cas de SNS Reaal et

de mieux surveiller les individus peut aussi être utilisée par les criminels et les hackers, font valoir ces firmes, un argument de poids.

Ce qui limite aussi la portée de ces revendications de la CIA et du FBI, c'est la constatation qu'aura pu faire tout un chacun suivant l'actualité de ces derniers jours. À savoir que ce n'est pas l'absence de données sur les terroristes qui a empêché les polices européennes de prévenir les attentats, mais d'autres causes, dont l'insuffisance de moyens pour exploiter les renseignements existants. « Il n'y pas de preuve qu'il ait manqué aux Français un type d'autorité de surveillance qui aurait fait la différence », a commenté Jameel Jaffer, directeur juridique adjoint l'ACLU, l'Union américaine des libertés civiles. Les experts font aussi valoir qu'aux États-Unis, les décisions prises par Barack Obama après les révélations d'Edward Snowden n'ont pas significativement réduit les pouvoirs d'interception des agences de renseignement, mais ont simplement rétabli un minimum de surveillance de ces pouvoirs par le pouvoir judiciaire et le public. Les États-Unis ont échappé pour l'instant aux vagues d'attentats commandités par l'État Islamique, ce qui limite sans doute aussi la portée de l'offensive des agences de renseignement. Mais à voir comment les dirigeants français et britanniques montent au créneau ces derniers jours pour doter leurs agences de renseignement de nouveaux droits en matière de surveillance, il est clair qu'il va falloir que les opinions européennes se mobilisent à nouveau pour ne pas tomber dans le panneau. La peur n'est jamais bonne conseillère. Alors que tout indique que les polices européennes disposaient de nombreux renseignements sur les terroristes, il faut y regarder à deux fois avant d'accepter sous le coup de l'émotion que leurs droits d'interception et de stockage des communications soient élargis au nom d'une très hypothétique meilleure prévention des violences terroristes.

d'ABN Amro aux Pays Bas, de l'Allied Irish Banks en Irlande ou d'une partie de la défunte Banco Espírito Santo au Portugal. Les pertes pour les finances publiques sont tout à fait considérables. Et ne parlons pas des dettes privées qui se sont rapidement transformées en dettes publiques, dettes qui ont largement plombées les économies espagnoles et irlandaises pour ne parler que de celles-ci.

Face à la pression du lobby bancaire, il aurait fallu que les politiques continuent à les soutenir et les poussent à aller plus loin dans plusieurs domaines. La bataille pour la régulation de la finance n'est toutefois pas en-

core perdue. Hillary Clinton, candidate aux primaires démocrates, a déclaré fin juillet qu'elle allait faire des propositions pour « freiner les prises de risque excessives à Wall Street ». Mais les engagements politiques en ce sens se font rares. Et, malheureusement, encore plus en Europe qu'aux États-Unis. Cela dit, il ne faut pas perdre espoir sachant que le leader actuel de l'opposition au Royaume-Uni a été élu sur une ligne très critique envers les excès de la City et que de plus de plus d'acteurs de la société civile européenne se sont emparées de ces questions, notamment pour faire le lien entre la responsabilité de l'industrie financière et la question du changement climatique.



MAISON STEFFEN

WWW.MAISONSTEFFEN.LU



REJOIGNEZ-NOUS SUR
FACEBOOK.COM/MAISONSTEFFEN

DES BOUCHERS DE CARACTÈRE
POUR DES VIANDES D'EXCEPTION.

